

URGENCE, UN TOIT POUR TOUS !

LOGEMENT TROP CHER !

A l'appel du collectif **Urgence! Un toit** (Le D.A.L, le Collectif Des Sans Logis, la Coordination nationale de l'urgence sociale, le collectif des morts de la rue, Les Enfants du Canal, Dom'Asile, la CIMADE, le Mouvement solidaire des salariés du SamuSocial de Paris, Le Comité Action Hébergement Logement 94, Jeudi Noir, FNARS IDF, Collectif 56 urgence un toit pour tous, CHRS Méric, Ligue des Droits de l'Homme, RESE, Bagagérue, Réelengagement 95, l'Appel et la pioche, Le collectif Rom la Baraka, La Confédération du Planning Familial, le Collectif de soutien aux migrants de Lampedusa, Convergence Nationale de Défense et Développement des services publics, les Lutheuses de Rue, Association Intercapa Solidarité, AC agir ensemble contre le chômage, Collectif SDF Alsace, ATTAC, AITEC-IPAM, ATME, SNUclias - FSU, SNUEP - FSU, CGT services publics, SUD santé-sociaux, Union syndicale Solidaires, l'Union Syndicale de la Psychiatrie,... Avec le soutien de : AL, EELV, PCF, PG, PS, NPA, GU, Conv. Alternative, RS...)

et de la **Plateforme Logement des mouvements sociaux** (CNL, CSF, DAL, ACDL, Advocacy, Bagagérue, CAHL 94, CAL, CGL 75 et national, CGT, CNAFAL, Copaf, Fondation Copernic, FSU, Jeudi Noir, Sud Logement Social, USP, Union Syndicale Solidaires...)

•••••
• Nous appelons dans un premier temps à créer des collectifs de mobilisation et à nous mobiliser les 7, 8 et 9 octobre partout en France.
• Cette vague de mobilisations s'inscrira dans les journées mondiales pour le Droit à l'habitat, appelées par des mouvements sociaux du monde entier.

<http://www.urgenceuntoit.over-blog.com>

En raison du non respect des lois qui protègent les plus fragiles de notre société par l'Etat et des manques criants et chroniques de moyens pour l'urgence sociale, nous appelons à une mobilisation pour défendre le droit inconditionnel à l'hébergement d'urgence et le droit au logement.

Le gouvernement réduit considérablement les aides à la construction de logements sociaux, ainsi que les allocations logement, mais n'hésite pas à renforcer les cadeaux fiscaux des plus riches.

Jamais les loyers et les prix de l'immobilier n'ont été aussi chers. Résultat, des milliers de familles et de personnes sont aujourd'hui à la rue, menacées d'expulsion, ou ne savent plus comment ils vont payer à la fin du mois leurs loyers ou leurs traites. Depuis 12 ans, les loyers ont augmenté de 42%, ont flambé à la relocation, les prix de l'immobilier ont plus que doublé. La rigueur est là, sur le dos des sans-abris, des locataires modestes, des mal-logés en attente d'un HLM.

Cet été, la mobilisation unitaire des salariés de l'urgence sociale et des mouvements de sans logis et de locataires, renforcée par la multiplication des campements d'expulsés, malgré la répression, a mis le gouvernement en difficulté. Plus de 500 personnes expulsées résistent dans des campements en Ile de France, et affrontent l'intransigeance du gouvernement.

La promesse du candidat Sarkozy de ne plus laisser une seule personne à la rue est restée lettre morte. Pire, l'État ignore délibérément les lois protégeant les plus vulnérables, piétine et démantèle le travail social et ses missions d'intérêt général. Il s'ingénie à faire des HLM une marchandise, à soutenir les spéculateurs immobiliers et les rentiers, favorisant la cherté du logement, des loyers et du foncier.

Nous, organisations de mal-logés et sans-abris, salariés de l'urgence sociale, associations de défense des droits, syndicats de salariés, réseaux et collectifs, laissés pour compte, simples citoyens exaspérés par la duplicité des discours gouvernementaux et les menaces qui pèsent sur le droit de tous de se loger dignement appelons à nous mobiliser, pour exiger immédiatement :

- La mise en oeuvre du droit à un accueil inconditionnel de toute personne sans abri, le déblocage des moyens budgétaires suffisants pour atteindre cet objectif, en attendant le relogement.
- Le relogement de tous les prioritaires DALO, un programme de mobilisation des logements et locaux vides, l'application de la loi de réquisition, le relogement de toutes les personnes et familles installées dans les campements de mobilisation.
- L'abrogation des lois et mesures qui précarisent les locataires et marchandisent les logements sociaux.
- La baisse des loyers privés de 20% et HLM de 10%, la taxation de la spéculation et un moratoire sur les expulsions.
- Une vraie régulation des loyers, de l'immobilier et du foncier pour rendre le logement accessible à tous, la réalisation massive de logements sociaux, et l'abandon de toutes mesures de marchandisation des HLM.

Vendredi 7 octobre - RDV 18h - Place de la République
MARCHE ET NUIT BLANCHE DES SANS LOGIS